Communication de M. José Luis ROCHA, ambassadeur, représentant permanent de l'OIF près de l'UE et du Groupe ACP – Séance plénière

« Francophonie et Développement – En route vers le Xe Sommet à Ouagadougou en 2004 »

Monsieur Roger Dehaybe, Administrateur général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, vous transmet ses remerciements pour l'invitation que vous lui avez adressée, afin qu'il prenne la parole lors de cette session de votre Assemblée.

Ne pouvant pas faire le déplacement comme il l'aurait souhaité, il m'a demandé de vous présenter ses excuses pour cet empêchement et, en même temps, il m'a chargé de le représenter à cette occasion.

Je le suis très reconnaissant de l'honneur qu'il me fait, en me confiant cette représentation.

J'avoue que ce n'est pas chose aisée, sachant le talent dont Monsieur Dehaybe fait toujours preuve, pour dire la bonne parole au juste moment.

L'Agence, comme vous le savez, est l'opérateur principal de l'Organisation internationale de la Francophonie, dont le Secrétaire général, le Président Abdou DIOUF, vous transmet ses meilleures salutations à l'occasion de votre assise.

Cela étant dit, je me penche à présent sur vos travaux, qui vous ont amené à débattre de la situation du français dans l'économie du tourisme et sur la relation Union européenne – pays ACP.

Le premier thème nous met en droit chemin sur la langue française.

Cette langue qui est au cœur du projet francophone puisqu'elle y est langue de partage.

Partage, entre ceux qui l'apprennent, la parlent au jour le jour ou en font une langue de communication au plan international.

Partage, pour tous ceux qui font de ce dernier la base même de la raison sociale de leur association ou mouvement.

Partage enfin, au plan institutionnel et politique, par les Etats et gouvernements qui se sont rassemblés au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Aujourd'hui cette Communauté francophone, forte de ses 56 Etats et gouvernements, brasse des peuples, dans leur diversité linguistique et culturelle sur les 5 continents, autour d'objectifs communs qu'ils se sont donnés.

L'OIF qui inscrit son action pour la langue française dans le contexte du destin de cette dernière, sait gré à l'Assemblée régionale Europe de l'APF d'y être toujours attentive.

En effet déjà lors de votre XVème Assemblée à Bruxelles en novembre 2002, vous vous êtes occupés de l'avenir de la langue française dans les institutions européennes et dans le contexte de l'élargissement de l'Europe.

Votre appel, sans équivoque, en faveur du maintien du plurilinguisme et de la place du français dans la future Europe est venu renforcer les conclusions du Colloque organisé par la Francophonie sur « Le Français, langue du Monde » tenu à Bruxelles en 2001 et, plus généralement, l'action que l'OIF, collectivement, mène dans cette direction.

Ce Colloque avait questionné et conclut sur la responsabilité de l'UE sur cet avenir, en Europe d'abord. En ajoutant que cette responsabilité s'étendait aussi à l'égard d'une Afrique, comportant à l'horizon 2015, plus de 55 % de francophones dans le monde. En effet, l'Europe comme principal partenaire de cet Afrique-là, c'est en communiquant en français que sa contribution au développement de cette région portera ses fruits.

Aujourd'hui, en proposant d'étudier le tourisme, en tant qu'outil de la promotion du français, vous vous tournez vers la capacité de cette langue de pouvoir rendre compte de la réalité contemporaine, économique, technologique et culturelle.

Cette capacité trouve toute sa mesure dans l'idée qu'on se fait d'une langue telle que l'a proposée le Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de langue et littérature françaises de Belgique, Monsieur Jacques De Decker, au Colloque ci-dessus.

A savoir que, pour exprimer cette réalité, le français peut remplir quatre fonctions essentielles : «communication, préservation de l'héritage, l'invention de l'inexprimé et la structuration du rapport mental au monde ».

L'autre thème de vos travaux, la relation entre l'Union européenne et les Pays ACP, nous renvoie à la notion de solidarité, une notion essentielle que la Francophonie ne cesse de proclamer et, plus encore, de mettre en pratique au quotidien.

Une Union européenne élargie est aussi une Union davantage francophone. En plus des trois membres actuels, l'élargissement de 2004 fera entrer dans l'Union, 5 Etats membres observateurs de l'OIF (Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovaquie). En 2007, ce sera le tour de la Bulgarie et de la Roumanie, membres effectifs de l'OIF. Et dans une perspective plus lointaine réservée aux Balkans, l'Albanie et la Macédoine, eux aussi membres de l'OIF. La Moldavie, également, pour le moment dans le groupe des futurs voisins de l'Europe, affiche sa dimension européenne et son ambition d'adhérer à l'Union.

Et de toute évidence, alors que ces pays envisagent de préserver leur propre langue et leur propre culture au sein de l'Union élargie, la diversité linguistique et culturelle et dans ce cadre, la contribution de la langue française pour la préservation de cette diversité, constituent les points de passage ou les voies par lesquelles pourrait s'engager une concertation francophone à ce niveau.

Cela demande des actions volontaristes au plan politique que la Francophonie s'apprête à prendre. Et la vigilance de parlementaires européens francophones que vous êtes, dans ce but, ne peut que renforcer ces actions.

Une Union européenne élargie est aussi une Union plus puissante politiquement et économiquement. Redevable, pour cette raison, de plus de solidarité, comme celle mise en œuvre avec les Pays ACP, au sein duquel prennent place 30 pays membres de l'OIF.

Le partenariat avec les pays ACP, nous l'avons vu, est désormais porté par une dimension politique globale dont les piliers sont la démocratie et la bonne gouvernance publique, la participation effective des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que le développement par le

commerce et par le financement des politiques économiques et sociales stratégiques.

En même temps, ces pays craignent de perdre une partie importante des acquis de ce partenariat, comme conséquence de l'élargissement de l'Europe.

Or, ils doivent pouvoir être soutenus afin, non seulement, de préserver cet acquis mais, aussi, pour renforcer ce partenariat, par une mise en œuvre effective des domaines de coopération prévus par l'Accord de Cotonou, nous l'avons vu.

Voilà comment et pourquoi la Francophonie se sent interpellée par cette relation UE – ACP.

Parce qu'elle partage avec l'Union, les mêmes réalités. Tantôt ces membres en commun, tantôt les objectifs communs de développement économique et social pour les mêmes pays au Sud.

Voilà pourquoi aussi, la Francophonie cherche à développer, chaque jour davantage, un partenariat avec l'Union européenne, dans et par le dialogue politique, à l'exemple de la dernière rencontre entre Messieurs PRODI et DIOUF, récemment à Bruxelles.

Vous connaissez, Mesdames et Messieurs, l'engagement renouvelé de la Francophonie depuis le Sommet de Hanoi et les chantiers qu'elle a ouverts sur les domaines de son action, vers plus de démocratisation, vers une plus grande maîtrise de la mondialisation et vers plus et un meilleur développement des pays du Sud francophone.

Tel le processus de Bamako et sa Déclaration, qui guide désormais la Francophonie dans la voie de la paix et de la prévention des conflits, par l'adhésion aux principes fondamentaux et universels de la démocratie et de la bonne gouvernance. Dans ce but, la mise en place bientôt d'un Observatoire des pratiques démocratiques de la démocratie représentera une avancée dans la gestion démocratique de l'espace francophone.

Telle la Déclaration de Cotonou, lors de 3ème Conférence des Ministres de la Culture de l'espace francophone, qui affirme la primauté de la diversité culturelle dans le monde et le dialogue des cultures qui en est la conséquence comme facteurs de paix dans les relations internationales.

Dans ce contexte la mobilisation francophone en vue de l'adoption dudit instrument sur la diversité culturelle à l'UNESCO vient de franchir le cap de son acceptation sur le principe par la 32ème Conférence générale de l'organisation qui s'est déroulée du 29 septembre au 17 octobre 2003. Ainsi, un instrument normatif international contraignant doit être mis au point dans la perspective de la prochaine Conférence générale de l'UNESCO en 2005.

Telles les concertations, devenues un mode de vie la Francophonie, qui permettent de dégager des moyens d'information, de sensibilisation et de participation efficace de chacun de ces Etats et gouvernements membres aux travaux sur des thèmes importants des relations de développement Nord-Sud, en préparation des grandes Conférences internationales.

La Francophonie y a, à chaque fois, porté son témoignage. Et pour nous limiter aux plus récentes, mentionnons la Conférence des PMA à Bruxelles en 2001, les Conférences de l'OMC à Doha en 2001 et à Cancun en 2003, la Conférence sur le financement du développement de Monterrey en 2001, le Sommet de Johannesburg sur le développement durable en 2002. Comme elle se prépare à participer avec une Contribution francophone au prochain Sommet mondial sur la Société de l'Information à Genève en décembre prochain et à Tunis en 2005.

Tirant le bilan de toutes ces actions, la Déclaration et le Plan d'Action du IXème Sommet à Beyrouth en 2002, entraînent la Francophonie sur un certain nombre de pistes et en fixant pour cette dernière un certain nombre d'objectifs.

Ainsi mandat est donné à l'OIF

- d'approfondir le cadre de ces concertations et veiller à ce que les positions et déclarations adoptées à ces occasions soient arrêtées lors de ces conférences internationales ;
- de mettre en œuvre un partenariat effectif avec les organisations internationales et régionales ainsi qu'avec les coopérations bilatérales ;
- à intensifier le partenariat entre les opérateurs, tenant compte de l'apport des réseaux institutionnels, des coopérations entre les collectivités décentralisées, les partenaires économiques et sociaux, et les représentants de la société civile
- à organiser, dans le suivi de Monterrey, un Symposium sur les modalités d'accès par les pays du Sud francophones aux financements du développement ;
- de se doter d'un cadre stratégique décennal pour mieux définir ses objectifs de long terme, permettant de passer à une programmation quadriennale qui servirait mieux la coopération multilatérale francophone.

Il est prématuré de rendre compte du fonds des travaux en cours dans ces différents domaines. Pour une raison à la fois pratique et pragmatique. Parce qu'ils viennent à peine d'être engagés et que leurs résultats ne seront décisions, donc politiques de la Francophonie, qu'une fois décidés par le Sommet.

Je me contenterai donc de quelques commentaires pour vous situer le contexte dans lequel ces travaux ont lieu ou se font, et qui donneront la mesure de l'enjeu qu'ils représentent.

Le Secrétaire général, le Président Abdou Diouf, parle en effet, de « contexte nouveau » déterminant « une nouvelle approche » que représentera le cadre stratégique, et permettant, une fois adopté, de servir de référence aux opérateurs pour élaborer leur programmation quadriennale.

Il explique cette orientation par l'évolution de la situation internationale qui exige « que nous élargissions le champ de notre réflexion. La Francophonie a besoin d'approfondir la définition de la place qu'elle entend prendre, des valeurs qu'elle veut défendre, et l'évaluation des moyens qu'elle veut se donner pour cela. ».

C'est une exigence qui tient du calendrier. Plus la Francophonie s'engage dans les concertations lors des conférences internationales et dans le partenariat avec les organisations internationales, mieux elle a intérêt à porter son action sur une durée compatible avec l'action de ces dernières, dont l'horizon sur le plan des objectifs est fixé à 2015.

Cela tient aussi de l'objectif central qui mobilise la communauté internationale, depuis bien avant le Sommet du Millénaire en 2000 et autres conférences sectorielles, pour faire de la lutte contre la pauvreté, le principal vecteur de son action.

La Francophonie, au sein de laquelle coexistent des pays riches du Nord et les pays en développement doit faire sa part de lutte contre ce fléau dont la persistance constitue le principal obstacle au développement au Sud.

Cela va également des priorités. Par rapport aux différents secteurs d'action que propose l'Agenda international, la Francophonie poursuivra les objectifs que lui sont propres et sur lesquels elle est sûre d'apporter sa plus-value.

A Beyrouth, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont estimé que la Francophonie peut et doit jouer un rôle majeur autour de quatre axes mobilisateurs :

- Paix, démocratie et droits de l'homme ;
- Promotion de la langue française et la diversité culturelle ;
- Education de base, formation professionnelle et technique, enseignement supérieur et recherche ;
- Coopération économique et sociale au service du développement durable et de la solidarité.

Il revient au cadre stratégique d'en fournir une évaluation, suivie des balises pour la période visée et aux différents chantiers en cours, les orientations pour le travail de programmation à venir.

On vient à se demander comment la Francophonie pourrait-elle faire autrement : la langue française, la culture, les valeurs partagées de la démocratie et des droits de l'homme ainsi que la solidarité économique et pour le développement durable sont des objectifs incontournables.

Je voudrais, pour terminer me référer à deux de ces chantiers, en particulier.

La Solidarité économique au sein de l'espace francophone, tout d'abord.

La Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances à Monaco en 1999, qui avait centré ses travaux sur le commerce et l'investissement, avait, par la même occasion, recommandé que la programmation francophone sur ce secteur prenne la voie d'actions dirigées aux Etats et gouvernements, aux ressources humaines et à l'entreprise.

Le Secrétaire général, le Président Abdou DIOUF, a, dès son entrée en fonctions, souhaité engager la Francophonie dans l'économie, « un espace à bâtir » a-t-il dit, pour reprendre, ensuite, lors du lancement des travaux sur cette question :

« Aujourd'hui, l'appel à la solidarité économique est particulièrement fort. Même si globalement la richesse mondiale continue de croître, même si les techniques ne cessent d'évoluer, celles-ci restent toujours aussi mal réparties. Des formes nouvelles d'inégalité apparaissent, en particulier autour des nouvelles technologies, des modes d'accès à la connaissance, de la diffusion du savoir. La concurrence s'exacerbe, facilitée par la mobilité des hommes et des capitaux. Et quand les égoïsmes se renforcent, les espaces de négociation et de conciliation deviennent plus rares ».

Ce que fait déjà la Francophonie dans ce domaine, de même que les priorités publiques continentales comme le NEPAD ou nationales, les besoins et la participation du secteur privé de l'entreprise, les négociations commerciales, le renforcement des capacités, sont autant de socles sur lesquels cet espace pourra se construire.

Le financement du développement en deuxième lieu.

L'accès aux financements du développement pour les Pays francophones moins avancés est une préoccupation née de la participation de la Francophonie à la Conférence de Monterrey. Que le financement n'est pas le développement mais y contribue, on le sait, notamment, s'agissant de cette catégorie de pays. A condition d'y avoir accès, sachant qu'un certain nombre d'obstacles s'interposent et qu'il faut avoir les connaissances et les moyens nécessaires pour y arriver.

Un Symposium doit être organisé par l'Agence intergouvernementale du 5 au 7 mai 2004 dans ce but et, en vue de transmettre ses recommandations au Xème Sommet, pour l'action à l'intention de la Francophonie.

Pour préparer ce Symposium, les Etats et gouvernements ont été conviés à 3 Tables Rondes dans 3 axes majeurs de la Francophonie : les domaines de l'économie et du développement durable pour y chercher surtout les modes novateurs de financement, l'éducation, la formation et la culture pour y trouver des nouveaux partenaires de financement et, finalement, la gouvernance pour traiter à la fois le concept et les financements.

Les deux premières Tables rondes ont eu lieu à Paris en septembre et octobre derniers et la troisième est prévue du 20 au 21 novembre.

Les travaux des deux premières Tables rondes ont mis la Francophonie devant un chantier majeur concernant les financements novateurs et des nouveaux partenaires.

Le véritable enjeu du Xème Sommet à Ouagadougou en 2004, est bien annoncé. Ce dernier devra tirer les conclusions de ces différents chantiers, afin d'asseoir la Francophonie dans une véritable dimension de développement. Avec les moyens pour y arriver.

Cela donnera tout le sens au thème du Sommet pour lequel la Francophonie doit être plus que jamais «un espace solidaire pour un développement durable ».

Je vous remercie.